

**CONVENTION DE CATÉGORIE D  
(pour les services thématiques à vocation nationale)**

Titulaire : **SARL Virage Développement**

Service : **Virage Radio**

**Convention** : 12 janvier 2010

**Modifications des engagements conventionnels :**

Description des données associées (annexe II c) ajoutée) et Publicité (annexe IV) :  
avenant n° 1 du 23 mai 2018

Modifications des obligations déontologiques (articles 2-2, 2-3, 2-5 et article 2-13 créé) :  
avenant n° 2 du 10 janvier 2019

Modifications des dispositions chansons françaises (articles 3-2, 4-1-1 et annexe III) :  
avenant n° 3 du 30 mars 2022

Description du titulaire (annexe I) :  
avenant n° 4 du 14 septembre 2022

**CONVENTION DE CATEGORIE D**  
**pour les services thématiques à vocation nationale**

Entre, d'une part, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat,

et, d'autre part, la société <sup>(1)</sup> *Virage Développement* (cf. avenant n° 4)

RCS Lyon 403 093 990

ci-après dénommée le titulaire, représentée par :  
M. Christophe MAHE, Gérant (nom et qualité)

Il a été convenu ce qui suit :

**1<sup>ERE</sup> PARTIE : OBJET DE LA CONVENTION,  
PRESENTATION DU TITULAIRE ET IDENTIFICATION DU SERVICE**

**Article 1-1 : objet de la convention**

La présente convention composée des articles 1-1 à 5-2 et des annexes I à IV a pour objet, en application de l'article 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, de fixer les règles particulières applicables au service pour l'exploitation duquel l'autorisation est délivrée et les prérogatives dont dispose le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour assurer le respect de ses obligations par le titulaire de l'autorisation.

Le titulaire de l'autorisation est le seul responsable du programme diffusé sur son antenne, quelles que soient les modalités de sa fabrication.

**Article 1-2 : titulaire de l'autorisation**

L'annexe I décrit le titulaire.

Le titulaire indique en annexe I

- l'adresse du siège social, le nom et le prénom du représentant légal (président ou gérant), des mandataires sociaux ainsi que du directeur de la publication au sens de l'article 93-2 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 ;
- le montant, et la composition du capital social en précisant, le cas échéant,
  - . le pourcentage des droits de vote ;
  - . la composition du capital et la répartition des droits de vote de la société qui contrôle la société titulaire, au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que le nom et la fonction de ses mandataires sociaux et la composition de ses actifs.

Le titulaire de l'autorisation s'engage sur l'honneur à respecter les règles de nationalité fixées par l'article 40 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

(1) Indiquer la dénomination sociale et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le titulaire de l'autorisation s'engage sur l'honneur à ne pas enfreindre les dispositions des articles 39, 41, 41-1, 41-2, 41-3 et 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée limitant les concentrations dans le secteur de la communication audiovisuelle.

Le titulaire s'engage à fournir, par courrier recommandé et sur simple demande, tout document permettant au Conseil d'apprécier la situation du titulaire au regard des articles susmentionnés de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

#### **Article 1-3 : identification du service**

La station s'identifie à l'antenne par l'annonce de son nom au moins quatre fois par heure.

Le nom de la station est : **VIRAGE RADIO**

**Tout changement du nom de la station doit recevoir l'agrément préalable du Conseil supérieur de l'audiovisuel.**

### **2<sup>EME</sup> PARTIE : OBLIGATIONS DEONTOLOGIQUES**

#### **Article 2-1 : principe général**

Le titulaire est responsable du contenu des émissions qu'il programme.

Dans le respect des principes constitutionnels de liberté d'expression et de communication ainsi que de l'indépendance éditoriale du titulaire, celui-ci veille au respect des principes énoncés aux articles suivants.

Pour l'appréciation du respect de ces stipulations, le Conseil supérieur de l'audiovisuel tient compte du genre du programme concerné.

#### **Article 2-2 : honnêteté de l'information**

*Articles 2-2 & 2-3 de la convention, abrogés et remplacés*

*(cf. avenant n° 2 ci-après)*

#### **Article 2-4 : vie publique**

Le titulaire veille dans son programme :

- à ne pas inciter à des pratiques ou comportements délinquants ou inciviques ;
- à respecter les différentes sensibilités politiques, culturelles et religieuses du public ;

- à ne pas encourager des comportements discriminatoires à l'égard des personnes en raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;
- à promouvoir les valeurs d'intégration et de solidarité qui sont celles de la République.

#### **Article 2-5 : procédures judiciaires**

*Article 2-5 de la convention, abrogé et remplacé*

*(cf. avenant n° 2 ci-après)*

#### **Article 2-6 : droits de la personne**

La dignité de la personne humaine constitue l'une des composantes de l'ordre public. Il ne saurait y être dérogé par des conventions particulières même si le consentement est exprimé par la personne intéressée. Le titulaire s'engage à ce qu'aucune émission ne porte atteinte à la dignité de la personne humaine. Il respecte les droits de la personne relatifs à sa vie privée, son honneur et sa réputation tels qu'ils sont définis par la loi et la jurisprudence. Il veille en particulier :

- à ce qu'il soit fait preuve de retenue dans la diffusion de témoignages susceptibles d'humilier les personnes ;
- à éviter la complaisance dans l'évocation de la souffrance humaine, ainsi que tout traitement avilissant l'individu ou le rabaissant au rang d'objet ;
- à ce que le témoignage de personnes sur des faits relevant de leur vie privée ne soit recueilli qu'avec leur consentement éclairé ;
- à ne pas mettre en avant de manière excessive l'esprit d'exclusion, ni à encourager des propos diffamatoires ou injurieux à l'encontre des auditeurs ;
- à ce que la participation de non-professionnels à des débats, à des émissions interactives, à des émissions de jeu ou de divertissement ne s'accompagne d'aucune renonciation de leur part, à titre irrévocable ou pour une durée indéterminée, à leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'intimité de la vie privée et le droit d'exercer un recours en cas de préjudice.

#### **Article 2-7 : droits des participants à des émissions**

Dès lors qu'un auditeur n'a pas donné son accord exprès pour dévoiler son identité et s'exprimer sur sa vie personnelle, il est interdit à l'animateur de donner des indications susceptibles d'identifier cette personne, notamment le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, un signe caractéristique, ou de divulguer des éléments personnels dont il aurait pu avoir connaissance. Il veille également à ce que les propos ne soient pas de nature à rendre possible l'identification de tiers.

Les auditeurs, avant de passer à l'antenne, reçoivent les mêmes consignes. Dans le cas où ils les outrepasseraient, l'animateur doit immédiatement les interrompre.

### **Article 2-8 : droits des intervenants à l'antenne**

Les personnes intervenant à l'antenne sont informées, dans la mesure du possible, du nom et du sujet de l'émission pour laquelle elles sont sollicitées.

### **Article 2-9 : témoignage de mineurs**

Le titulaire s'assure que, lorsqu'un mineur intervient à l'antenne, l'animateur de l'émission veille à ne pas heurter, par ses propos, sa sensibilité.

### **Article 2-10 : maîtrise de l'antenne**

Le titulaire met en œuvre les procédures nécessaires pour assurer, y compris dans le cadre des interventions des auditeurs, la maîtrise de l'antenne et le respect des principes définis aux articles 2-2 à 2-9.

Il s'engage à communiquer à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel une description précise des procédures prévues à l'alinéa précédent.

### **Article 2-11 : information des producteurs**

Le titulaire informe les producteurs et les fournisseurs de programmes à l'occasion des accords qu'il négocie avec eux, des dispositions des articles 2-4 à 2-10 de la convention en vue d'en assurer le respect.

### **Article 2-12 : protection de l'enfance et de l'adolescence**

Le titulaire veille à la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation de ses émissions, conformément à la délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 10 février 2004.

<b>3<sup>EME</sup> PARTIE : CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME ET DES DONNEES ASSOCIEES</b>
----------------------------------------------------------------------------------------

### **Article 3-1 : nature et durée du programme**

Le titulaire s'engage à réaliser le programme décrit en annexe II.

La durée hebdomadaire des programmes diffusés est de 168 heures.

<p>Le titulaire indique en <u>annexe II</u>, de la façon la plus précise possible, les caractéristiques de sa programmation. Il définit le format de la station : public visé, type de musique diffusée, nature et durée des émissions non musicales ainsi que la part du temps d'antenne consacrée à l'information. A titre indicatif, il joint une grille des programmes où le contenu de chaque émission, y compris musicale, est détaillé.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Le titulaire informe préalablement le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour tout changement significatif quant aux caractéristiques et à la composition du programme.**

### **Article 3-2 : programmation musicale et chanson d'expression française**

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la diffusion des chansons d'expression française définies à l'annexe III. Pour les radios dont le programme est majoritairement musical, le titulaire précise le format de sa programmation musicale à l'annexe III bis.

*Alinéas deux et suivants de l'article 3-2 de la convention, supprimés et remplacés  
(cf. avenant n° 3 ci-après)*

### **Article 3-3 : publicité**

Le titulaire s'engage à respecter les modalités de diffusion des messages publicitaires définis à l'annexe IV.

Le titulaire s'engage à respecter le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 fixant le régime applicable à la publicité et au parrainage.

Il veille à ce que les messages publicitaires soient clairement annoncés et identifiés comme tels. A cette fin, l'ensemble des séquences publicitaires sont précédées et closes par des indicatifs sonores aisément identifiables par les auditeurs ou par des annonces d'animation appropriées.

Les émissions ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location de produits ou services par l'intermédiaire de toute personne s'exprimant à l'antenne, et ne peuvent en particulier comporter des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services.

Lorsqu'elles sont parrainées par un tiers, les émissions ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location des produits ou services émanant du tiers.

Toute référence sur l'antenne à des services Audiotel ou Télétel, y compris ceux du titulaire, doit faire état du prix à payer pour leur utilisation. Cette référence peut prendre place en dehors des séquences publicitaires lorsqu'elle concerne les services Audiotel ou Télétel du titulaire.

Les modalités d'insertion des messages publicitaires dans les programmes sont décrites en annexe IV. Le temps maximal consacré à la publicité y est clairement mentionné.

**Article 3-4 : caractéristiques des données associées**

Les données associées destinées à enrichir ou à compléter les programmes de radio en mode numérique terrestre feront l'objet d'un avenant ultérieur.

**4<sup>EME</sup> PARTIE : CONTROLE ET PENALITES CONTRACTUELLES****I – CONTROLE****Article 4-1-1 : informations à transmettre**

*Article 4-1-1 de la convention, abrogé et remplacé*

*(cf. avenant n° 3 ci-après)*

**Article 4-1-2 : contrôle des programmes et de la publicité**

Le titulaire est tenu de conserver pendant un mois un enregistrement de la totalité des programmes qu'il diffuse sur son antenne, ainsi que le conducteur correspondant.

Sur demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel, il fournit dans les huit jours copie des éléments demandés.

L'enregistrement est réalisé sur des cassettes vidéo VHS, en utilisant la bande son, à une vitesse de défilement de 2,37 cm/s, ou sur support cédérom au format Real Audio ou sur fichier au format MP 3.

A titre exceptionnel, l'enregistrement peut être réalisé sur cassette audio, dès lors qu'il ne représente pas plus de douze heures de programme.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut à tout moment vérifier la conformité des émissions aux obligations résultant des textes législatifs et réglementaires, de la décision d'autorisation et de la présente convention.

Le titulaire est soumis en particulier au contrôle prévu à l'article 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée.

#### **Article 4-1-3 : évolution des données de l'autorisation**

Pour autant qu'il soit à même d'en avoir connaissance, le titulaire est tenu d'informer préalablement le Conseil supérieur de l'audiovisuel, dans un délai permettant à celui-ci d'exercer ses responsabilités, de toute modification substantielle des données au vu desquelles l'autorisation a été délivrée, notamment en ce qui concerne la structure du capital, les mandataires sociaux, le format et les caractéristiques de sa programmation tels qu'elles sont définies à l'article 3-1 et à l'annexe II.

#### **Article 4-1-4 : cessation de paiement, redressement et liquidation judiciaires**

Le titulaire informe immédiatement le Conseil supérieur de l'audiovisuel de la déclaration de cessation de paiement qu'il peut avoir déposée au greffe du tribunal ainsi que de l'ouverture de toute procédure de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

#### **Article 4-1-5 : caractéristiques techniques d'émission**

Le titulaire s'engage à ce que les caractéristiques techniques d'utilisation du matériel d'émission soient conformes à l'autorisation.

Il s'engage à n'utiliser que des liaisons autorisées.

Il se soumet à tout contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou du comité technique radiophonique sur les conditions techniques de diffusion du service.

Il s'engage à assurer l'accès aux installations de diffusion des agents du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou d'un organisme mandaté par le Conseil.

En cas de gênes causées par les installations de diffusion du titulaire, à un moment quelconque de l'exploitation, le Conseil supérieur de l'audiovisuel se réserve le droit d'imposer toute modification technique nécessaire pour les supprimer. Ces modifications peuvent notamment concerner la hauteur du pylône et des antennes, le diagramme de rayonnement dans un plan vertical et horizontal, la réduction de la puissance apparente rayonnée (P.A.R.) ou le changement du site d'émission.

Toute modification des caractéristiques d'émission est soumise à l'agrément préalable du Conseil supérieur de l'audiovisuel, par l'intermédiaire du comité technique radiophonique.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut s'opposer à ces modifications. Son accord doit être exprès.

#### **Article 4-1-6 : éléments de mesure**

Afin de permettre une mesure facile et rapide de la puissance incidente, chaque émetteur utilisé par le titulaire peut être équipé d'une sonde de mesures à la sortie du dispositif d'émission HF, au niveau de la transition entre l'étage final de puissance et le feeder d'alimentation des antennes d'émission.

Cette sonde est équipée, sur sa sortie dérivative, d'une prise de type N ou BNC et a un coefficient d'atténuation sur cette sortie de mesure de -40 à - 50 dB.

Une première mesure d'étalonnage de cette sonde est effectuée en coopération entre les techniciens du Conseil supérieur de l'audiovisuel et ceux du titulaire en plaçant un wattmètre et une charge à la place du système d'antennes.

Les mesures suivantes sont effectuées en puissance sur la sonde à l'aide d'un wattmètre.

Si ses émetteurs ne sont pas équipés d'un tel dispositif, le titulaire s'engage à accepter toute coupure des émissions qui serait rendue nécessaire, dans le strict cadre des mesures de contrôle réalisées en coopération avec les techniciens du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

#### **Article 4-1-7: règles d'usage de la ressource dans le cas d'une diffusion en mode numérique terrestre**

L'éditeur ne peut, sauf autorisation spécifique, utiliser les ressources en fréquences qui lui sont attribuées pour un usage autre que celui qui est prévu dans la présente convention.

Les caractéristiques des signaux diffusés par l'éditeur sont conformes à la réglementation en vigueur (arrêté du 3 janvier 2008 relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis, ainsi que ses modifications ultérieures) et au document établissant les services et le profil de signalisation pour la diffusion de la radio numérique terrestre qui sera élaboré au sein de la commission technique des experts du numérique réunie sous l'égide du Conseil supérieur de l'audiovisuel et rassemblant notamment l'ensemble des éditeurs autorisés. Ce document sera soumis à l'approbation du Conseil supérieur de l'audiovisuel, après adoption par la commission technique des experts du numérique. Il sera publié sur le site internet du Conseil.

L'éditeur veillera à ce que le ou les opérateurs de multiplex, chargés de faire assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission et à la diffusion auprès du public de ses programmes, communiquent régulièrement au Conseil les éléments permettant à ce dernier de constater le bon usage de la ressource attribuée, notamment les identifications et débits des différents flux diffusés.

#### **Article 4-1-8 : conventions conclues avec l'opérateur de multiplex**

L'éditeur communique au Conseil supérieur de l'audiovisuel, à titre confidentiel, les conventions conclues avec la ou les sociétés chargées de faire assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission et à la diffusion du service auprès du public.

## **II – PENALITES CONTRACTUELLES**

#### **Article 4-2-1 : mise en demeure**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut mettre en demeure le titulaire de respecter les obligations qui lui sont imposées par la décision d'autorisation ou les stipulations figurant dans la convention et dans les avenants qui pourraient lui être annexés. Il rend publique cette mise en demeure.

#### **Article 4-2-2 : sanctions**

Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 42-1 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut, en cas de non-respect des obligations qui sont imposées par la décision d'autorisation ou de l'une des stipulations de la convention ou des avenants qui pourraient lui être annexés, prononcer contre le titulaire une des sanctions suivantes compte tenu de la gravité du manquement et après mise en demeure :

- 1°) la suspension de l'édition, de la diffusion, de la distribution du service, d'une catégorie de programme, d'une partie de programme ou d'une ou plusieurs séquences publicitaires pour un mois au plus ;
- 2°) la réduction de la durée de l'autorisation d'usage de fréquences dans la limite d'une année ;
- 3°) une sanction pécuniaire, dont le montant ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 42-2 de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

En cas de nouvelle violation d'une stipulation de la présente convention ayant donné lieu au prononcé d'une sanction, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut infliger une sanction pécuniaire dont le montant ne peut dépasser le plafond fixé en cas de récidive par l'article 42-2 de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

#### Article 4-2-3 : insertion d'un communiqué

Dans les cas de manquements aux obligations qui lui sont imposées par la décision d'autorisation ou aux stipulations de la présente convention, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut ordonner l'insertion, dans les programmes du titulaire un communiqué dont il fixe les termes et les conditions de diffusion.

#### Article 4-2-4 : procédure

Les pénalités contractuelles mentionnées aux articles 4-2-2 et 4-2-3 de la présente convention sont prononcées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans le respect des garanties fixées par les articles 42 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

### 5<sup>EME</sup> PARTIE : STIPULATIONS FINALES

#### Article 5-1 : modification

Aucune stipulation de la présente convention ne peut faire obstacle à ce que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur soient applicables au titulaire.

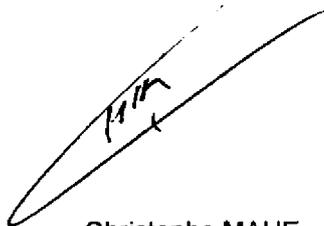
Toute modification législative ou réglementaire applicable au service donnera lieu à une révision de la convention en tant que de besoin.

#### Article 5-2 : communication

La convention est un document administratif dont toute personne peut demander copie au comité technique radiophonique ou au Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.

Fait à Paris, le 12 JAN. 2010

Pour le titulaire :



Christophe MAHE

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le Président,



Michel BOYON

**ANNEXE I**

**DESCRIPTION DU TITULAIRE (cf. article 1-2)**

*Annexe I remplacée*

*(cf. avenant n° 4 ci-après)*

## **ANNEXE II**

### **a) - Caractéristiques de la programmation (cf. article 3-1)**

**Le titulaire indique les caractéristiques de sa programmation, le format de la station, le public visé ainsi que la nature et la durée de ses émissions (musicales et non musicales). Il précise la part du temps d'antenne consacrée d'une part, à l'information, et d'autre part, à la diffusion de titres musicaux, entre 6 h 30 et 22 h 30 (durées minimum et maximum).**

### **b) – Grille des programmes (cf. article 3-1)**

**A titre indicatif, il joint une grille des programmes où le contenu de chaque émission, y compris musicale, est détaillé.**

# VIRAGE RADIO

## ANNEXE II

### a) - Caractéristiques de la programmation (cf. article 3-1)

#### Format de la station

Le programme Virage Radio s'inscrit dans l'esprit qui a animé Couleur 3 depuis son lancement.

Un programme musical Pop Rock, Electro, et variété de qualité, pouvant être décalé tout en restant accessible au plus grand nombre.

Virage radio a l'ambition d'être la radio de toutes les tendances, en phase avec le monde actuel. En d'autres termes, Virage radio fait le pari de l'audace, de la surprise, de l'élégance; en un mot, de l'émotion.

#### Public visé

Le public visé sont les jeunes adultes et adultes, de 20 à 50 ans; avec un cœur de cible sur la tranche 25 à 45 ans, principalement urbaine.

#### Nature des émissions

En plus de la programmation musicale, Virage radio diffusera des flashs d'information nationale tout au long de la journée, de 7h à 20h, avec un flash d'information de 2 minutes environ chaque heure.

Des chroniques, des interviews, des interventions sur l'actualité musicale, cinématographique et sur l'actualité culturelle en général seront diffusées tout au long de la journée.

Virage radio retransmettra sur son antenne les extraits de concerts et/ou « Show case » d'artistes renommés, comme des jeunes talents.

### b) – Grille des programmes (cf. article 3-1)

Ci-joint.

## **Annexe II b**

### **Grille des programmes**

#### **Programme National Virage radio**

##### **La semaine, du lundi au vendredi**

14 Flash d'information Internationale et nationale à chaque heure de 7h00 à 20h00, de deux minutes.

#### **6h - 9h30            *Le Morning***

7h / 8h / 9h

3 Rendez vous d'informations Internationale et nationale, de 2 minutes.

- Chronique Météo après chaque rendez vous d'informations ; 40 secondes environ.

- Horoscope à 6h10 / 7h10 / 8h 10

#### **9h30 – 16h00      « *Rock' N MIX* »**

Une sélection de titres Pop Rock du monde entier

10h/ 11h / 12h / 13h / 14h / 15h

6 Rendez vous d'informations Internationale et nationale, de 2 minutes.

Les rendez-vous Bons plans de la région

#### **16h00- 20h00            « *Happy Zic* »**

L'actualité Pop Rock et Electro

Différentes chroniques et interventions sur l'actualité musicale, cinématographique et sur l'actualité culturelle en général

Les chroniques sont établies sur un format de 2 minutes environ.

Interview et enregistrement de groupes musicaux nationaux et régionaux (*Show case*).

16h / 17h / 18h / 19h / 20h

5 Rendez vous d'informations Internationale et nationale, de 2 minutes.

**20h00 – 22h00**    « *Virage Rock* »

Musique Rock, avec les morceaux d'anthologie, comme les titres sortis récemment, sélectionnés par nos animateurs

**22h00 – 6h00**    « *Virage Mix* »

Le meilleur de la musique Pop Rock, Electro, et variété

**Le samedi et le dimanche**

**6h00 – 18h00**

Tout au long de la journée :

Rediffusion des meilleures chroniques, interviews et interventions de la semaine, le tout dans l'ambiance musicale

***VIRAGE MIX***

Le meilleur de la musique Pop Rock, Electro, et variété

**18h00 – 24h00**

Rediffusion des meilleurs extraits des concerts et « show case » enregistrés dans la semaine

**00h – 6h00**

***VIRAGE MIX***

Le meilleur de la musique Pop Rock, Electro, et variété

**ANNEXE III**

Dispositions relatives à la diffusion des chansons d'expression française (cf. article 3-2)

*Annexe III remplacée*

*(cf. avenant n° 3 ci-après)*

**ANNEXE III bis**

A NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE ENVISAGE DE DIFFUSER UN PROGRAMME MAJORITAIREMENT MUSICAL.

Informations relatives à la programmation musicale (cf. article 3-2)

Public visé	Pourcentage de titres « gold »*
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Jeune</li><li>▪ Jeune-adulte</li><li>▪ Adulte</li><li>▪ Senior</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Entre ...et ... %</li></ul>
Genres musicaux dominants	Pourcentage de nouveautés*
<p><i>(plusieurs choix peuvent être faits)</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Electro</li><li>• Groove-Rap</li><li>▪ Pop-Rock</li><li>▪ Variété</li><li>▪ Autre(s) genre (s) à préciser (classique, jazz, musiques du monde, etc.) :</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Entre ... et ... %</li></ul>
<b>Pour les radios diffusant majoritairement des titres « gold »</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Décennie(s) des titres diffusés :</li></ul>	

\*Gold = titre de plus de 3 ans

\*Nouveauté = titre de moins de douze mois

## **ANNEXE IV**

*Annexe IV remplacée*

*(cf. avenant n° 1 ci-après)*

## AVENANT N° 1

A LA CONVENTION CONCLUE LE 12 JANVIER 2010  
ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET LA SARL SOCIETE NATIONALE 360

Entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, d'une part, et la SARL Société Nationale 360, d'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er :

L'annexe II c) ci-jointe est ajoutée à la convention susvisée.

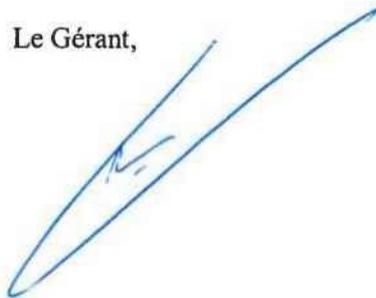
### Article 2 :

L'annexe IV ci-jointe annule et remplace l'annexe IV de la convention susvisée.

Fait à Paris, le 23 MAI 2018

Pour le titulaire :

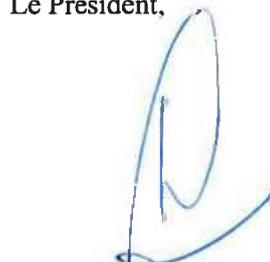
Le Gérant,



Christophe MAHÉ

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le Président,



~~Olivier SCHIRAMECK~~  
Nicolas CURIEN

## **ANNEXE II**

### **c) DESCRIPTION DES DONNÉES ASSOCIÉES HORS PUBLICITÉ**

*(cf. article 3-4)*

Si le service de radio est autorisé par voie hertzienne terrestre en mode numérique, **le titulaire décrit les données associées** destinées à enrichir et à compléter le programme principal (contenu, durée, liens avec le programme de radio, etc.).

Les données associées peuvent revêtir différentes formes : texte, image, photo, ... dont le contenu dépend de notre imagination et du débit utile alloué.

Pour l'essentiel, en liaison directe avec la grille des programmes, les auditeurs de Virage Radio pourraient par exemple :

- Connaître le titre des chansons diffusées, le nom de l'album et de l'artiste concernés,
- Voir la pochette du disque et la photo de l'artiste ou celle de l'invité de l'émission,
- Disposer de l'actualité liée à l'artiste et ses prochains concerts,
- Se tenir informé grâce aux brèves et aux grands titres des actualités,
- Visualiser le logo de la radio, la photo de leurs animateurs préférés.

La forme et le temps alloué à la diffusion de ces données associées seront déterminés et adaptés en fonction des différentes tranches horaires.

## **ANNEXE IV**

### **PUBLICITÉ**

*(cf. articles 3-3 et 3-4)*

#### **a) MODALITÉS D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES**

Le temps maximal consacré à la publicité est de 16 minutes par heure en moyenne journalière, sans pouvoir dépasser 18 minutes pour une heure donnée.

#### **b) MODALITES DE DIFFUSION DANS LA GRILLE DES PROGRAMMES**

Les écrans commencent généralement à H+20, et H+40 de chaque heure environ.

Les messages publicitaires sont diffusés à raison de deux écrans publicitaires de 5 minutes environ chacun, toutes les heures.

A certaines heures de la journée, ou pendant les périodes de pointe, un troisième écran peut être ouvert, généralement à environ H+52.

Exceptionnellement pourrait être ouvert un écran pour un spot unique de 30 sec environ, généralement à environ H+19.

Ces écrans publicitaires sont précédés d'une préannonce de l'animateur et/ou d'un jingle musical.

#### **c) DONNEES ASSOCIEES : MODALITES D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES**

S'il envisage de diffuser de la publicité au sein des données associées, le titulaire décrit les modalités d'insertion de ces messages publicitaires (durée, etc.).

Le temps maximal consacré à la publicité dans les données associées est de 16 minutes par heure en moyenne journalière, sans pouvoir dépasser 18 minutes pour une heure donnée.

Les horaires de diffusion et la durée des écrans sont les mêmes que pour les écrans publicitaires audios.

Dans ces écrans, les données associées, pourraient être diffusées sous différentes formes, par exemple:

- Un visuel (Image, photo, etc.) lié au message publicitaire diffusé,
- Une adresse Web ou un numéro de téléphone à contacter.

## AVENANT N° 2

A LA CONVENTION CONCLUE LE 12 JANVIER 2010  
ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL  
ET LA SOCIETE NATIONALE 360

Entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, d'une part, représenté par son Président et la Société Nationale 360, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup> :

L'article 2-2 de la convention est abrogé et remplacé par un article 2-2 « *Honnêteté et indépendance de l'information et des programmes qui y concourent* » rédigé comme suit :

*« L'exigence d'honnêteté s'applique à l'ensemble des programmes.*

*Le titulaire s'engage à respecter la délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information et des programmes qui y concourent.*

*Dans les émissions qui ne sont ni d'information ni qui concourent à celle-ci, et sous réserve de la caricature ou du pastiche clairement présentés comme tels au public, l'utilisation de procédés permettant de modifier le sens ou le contenu des propos ou des sons ne peut déformer le sens ou le contenu initial des propos ou des sons recueillis, ni abuser le public. »*

### Article 2 :

L'article 2-3 de la convention est abrogé et remplacé par un article 2-3 « *Pluralisme de l'expression des courants de pensée et d'opinion* » rédigé comme suit :

*« Le titulaire assure le pluralisme des courants de pensée et d'opinion, notamment dans le cadre des recommandations formulées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, en particulier de la délibération relative au principe de pluralisme politique dans les services de radio et de télévision.*

*Le titulaire transmet à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel [directement ou par l'intermédiaire du Comité territorial de l'audiovisuel], pour la période qu'il lui indique, le relevé des temps d'intervention des personnalités politiques, syndicales et professionnelles. »*

### Article 3 :

L'article 2-5 de la convention est abrogé et remplacé par un article 2-5 « *Procédures judiciaires* » rédigé comme suit :

*« Le titulaire s'engage à respecter la recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information et des programmes qui y concourent. »*

**Article 4 :**

Il est créé un article 2-13 « *Droit d'opposition et charte déontologique* » rédigé comme suit :

*« Le titulaire garantit le respect de l'article 2 bis de la loi du 29 juillet 1881 modifiée sur la liberté de la presse.*

*A cet effet, il s'assure que les journalistes qu'il emploie puissent exercer librement le droit d'opposition mentionné au premier alinéa de cet article.*

*Le titulaire transmet au Conseil supérieur de l'audiovisuel [directement ou par l'intermédiaire du Comité territorial de l'audiovisuel] la charte déontologique mentionnée à l'article 2 bis de la loi du 29 juillet 1881 modifiée et ses éventuels avenants dès leur signature. »*

Fait à Paris, le 10 JAN. 2019

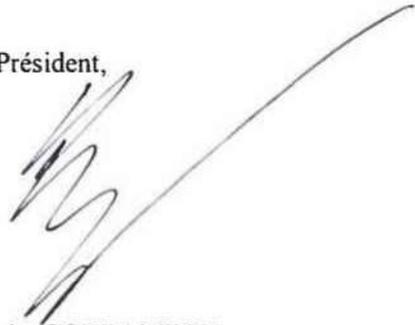
Pour la Société Nationale 360 :

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le Gérant,

Le Président,

  
Christophe MAHE

  
Olivier SCHRAMECK

## AVENANT N° 3

A LA CONVENTION CONCLUE LE 12 JANVIER 2010 ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL, ET LA SARL SOCIETE NATIONALE 360

Entre l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), d'une part, et la SARL Société Nationale 360, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 :**

Les alinéas deux et suivants de l'article 3-2 de la convention susvisée sont supprimés et remplacés par les stipulations suivantes :

« Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de la délibération n° 2021-103 adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 8 décembre 2021 pour l'application des dispositions législatives relatives à la proportion d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France, et le cas échéant tout autre acte de l'Arcom qui la modifie ou s'y substitue. »

### **Article 2 :**

L'article 4-1-1 de la convention susvisée est abrogé et remplacé par un article 4.1.1. « Informations à transmettre » rédigé comme suit :

« Le titulaire est tenu de communiquer à l'Arcom, à la demande de cette dernière, toutes les informations lui permettant d'exercer le contrôle du respect des obligations qui lui sont imposées.

En particulier, il lui communique à sa demande :

- l'étendue des zones dans lesquelles est diffusé le service ainsi que la population recensée dans ces zones,
- l'état des participations, même minoritaires, qu'il possède dans d'autres entreprises audiovisuelles ou de presse,
- l'état des contrats de fourniture de programme et/ou de franchise, en cours de validité, conclus avec d'autres titulaires d'autorisation, ainsi que la population recensée dans les zones de diffusion des services franchisés.

Le titulaire communique à l'Arcom, avant le 31 juillet de chaque année, un rapport sur les conditions d'exécution de ses obligations au cours de l'année précédente, accompagné des comptes de bilan et de résultat du dernier exercice clos, certifiés conformes par un expert-comptable, un comptable agréé ou un organisme de gestion agréé par l'administration fiscale.

À la demande de l'Arcom, le titulaire adresse une déclaration portant sur les diffusions aux heures d'écoute significative telles que définies par la délibération n° 2021-103 adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 8 décembre 2021, pour l'application des dispositions législatives relatives à la proportion d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France, et le cas échéant par tout autre acte qui la modifie ou s'y substitue, pour chacun des mois demandés par l'Arcom, dans la limite des 12 derniers mois écoulés, en indiquant :

- **pour les radios ayant choisi le régime général**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- **pour les radios spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine musical**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouvelles productions ;
- **pour les radios spécialisées dans la promotion des jeunes talents**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ;
- **pour les radios spécialisées dans la découverte musicale :**
  - le nombre de titres différents diffusés,
  - le nombre de diffusions de nouvelles productions francophones,
  - le nombre de diffusions de nouvelles productions non francophones ou instrumentales,
  - le nombre maximum de diffusions d'un même titre,
  - le nombre de diffusions de chansons en langue française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- **pour les radios relevant des premier et quatrième alinéas du 2° bis de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, bénéficiant de la diminution de la proportion minimale de titres francophones :**
  - le taux de nouvelles productions,
  - le nombre maximal de rediffusions d'un même titre,
  - le nombre de titres et d'artistes diffusés,
  - la proportion de diffusions de titres provenant de trois producteurs distincts, d'une part, et la proportion de diffusion de titres provenant d'un seul producteur de phonogrammes, d'autre part.
- **quelles que soient les obligations de diffusions de chansons d'expression française, le cumul des diffusions des dix œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France les plus diffusées au cours de chaque mois demandé et le nombre total de diffusions de chansons.**

Le titulaire informe l'Arcom, par lettre recommandée avec avis de réception, de tout changement d'adresse de son siège social ou de ses installations.

Il s'engage à s'acquitter des obligations légales relatives au règlement des droits d'auteurs et des droits voisins. Il fournit à l'Arcom, à la demande de celle-ci, tout document y afférent. »

**Article 3 :**

L'annexe III de la convention susvisée est remplacée par l'annexe III ci-jointe.

Fait à Paris, le <sup>(1)</sup>

**30 MARS 2022**

Pour le titulaire :

Le gérant,



Christophe MAHÉ

Pour l'Arcom :

Le président,



Roch-Olivier MAISTRE

---

<sup>(1)</sup> A compléter par l'Arcom.

## **ANNEXE III**

### **STIPULATIONS RELATIVES** **À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION FRANÇAISE** *(cf. article 3-2)*

**À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE RÉGIME DÉROGATOIRE APPLICABLE  
AUX RADIOS SPÉCIALISÉES DANS LA PROMOTION DE JEUNES TALENTS**

Dans le respect de la délibération n° 2021-103 adoptée par le CSA le 8 décembre 2021 et le cas échéant de tout autre acte qui la modifie ou s'y substitue, le titulaire s'engage, en tant que radio spécialisée dans la promotion des jeunes talents, à ce qu'au moins 35 %<sup>(\*)</sup> de la totalité des chansons diffusées soient des chansons d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France et à ce que les chansons d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France provenant de nouveaux talents représentent au moins 25 %<sup>(\*\*)</sup> du nombre total des chansons diffusées.

**(\*) - Le nombre ne peut pas être inférieur à 35.**

**(\*\*) - Le nombre ne peut pas être inférieur à 25.**

## AVENANT N° 4

A LA CONVENTION CONCLUE LE 12 JANVIER 2010  
ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL  
ET LA SARL VIRAGE DEVELOPPEMENT

Entre l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom),  
d'une part, et la SARL Virage Développement, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

### **Article unique :**

L'annexe I ci-jointe annule et remplace l'annexe I de la convention susvisée.

Fait à Paris, le <sup>(1)</sup> 14 SEP, 2022

Pour la SARL Virage Développement :

Le gérant,

Pour l'Arcom :

Le président,

Christophe MAHÉ

Roch-Olivier MAISTRE

<sup>(1)</sup> Champ rempli par l'Arcom.



2522902820000110910

